

Polémique autour
de l'eau Vitale
**La brasserie
ouvre ses
portes aux
journalistes**
P 2



Robert Dussey dresse les priorités de la diplomatie Togolaise P 5 & 7

utbe.box

DEUX MODES D'ACCÈS
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.

Offre promotionnelle du 16 Novembre 2013 au 16 Février 2014

ACCÈS PAR INTERNET

ACCÈS PAR TÉLÉPHONE



LE

LIBÉRAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0151 du Jeudi 09 Janvier 2014 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

Qui a brûlé les marchés ?

L'année 2013 appartient depuis le 31 décembre à l'histoire au même titre que les faits qui l'ont marqués. Dans nos différents vœux au seuil de cette nouvelle année, on souhaite que celle qui venait de finir mette également un terme aux événements malheureux qu'il a engendrés, c'est dans l'ordre normal des choses. Mais certains de ces faits vont échapper à 2013 pour être sous les feux des projecteurs au cours de 2014. Parmi ces faits, on citera l'affaire des incendies des marchés de Kara le 10 janvier et celui de Lomé le 12 du même mois en cette année 2013 et dans les mêmes conditions. Qui a fait ça ? la question reste toujours posée faute d'un procès pour situer l'opinion.

Les criminelles séjournent-ils dans nos prisons ou sont-ils toujours en cavale ? Seule certitude à ce jour l'instruction de cette affaire criminelle qui malheureusement fait grand bruit dans le milieu politique. Un an après, des commerçants et commerçantes se cherchent encore. Les mesures d'indemnisation initiées par le gouvernement n'ont pu soulager les victimes. Les regards sont tournés vers la justice qui fait de son mieux. Mais les togolais attendent toujours et veulent connaître l'identité de ces criminelles qui ont brûlé les marchés de Kara et de Lomé. ■

La Rédaction



Insécurité foncière au Togo Vers l'adoption d'un nouveau code foncier

P 2

Retour sur les vœux du chef de
l'Etat à la nation
**Faure Gnassingbé
appelle les togolais
au travail**
P 3

Après le RPT en 2002,
l'histoire se répète
pour Agbeyomé Kodjo
Le leader de
OBUTS bientôt
exclu du CST
P 3



Du matériel médical et des consommables l'ONG Jardin d'Eden fait don à la FOGEEES

La Fondation Eyadema pour la Santé (FOGEEES) a eu une fin d'année plus ou moins heureuse. L'ONG Jardin d'Eden basé à Washington aux USA a remis le 20 décembre dernier un don de consommables et de matériel médical composé de lits, tables opératoires, habits chirurgicaux, les jetables dernière génération, les compresses coton chirurgical, seringues et autres produits, le tout évalué à 15 millions de francs cfa. Le don est allé à l'ONG FOGEEES. La cérémonie de remise de don s'est déroulée au siège de l'ONG à Tokoin Doumassesse à Lomé en présence de la présidente de l'ONG donatrice Mme SEKA Adélaïd. Ce don selon elle, s'inscrit dans une logique, celle de permettre à la FOGEEES une meilleure prise en charge de ses patients évalués à ce jour à plus de 500 mille sur toute l'étendue du territoire principalement dans les zones rurales.

Se réjouissant de ce don, le docteur AGODA Palakina Directeur Exécutif de l'ONG FOGEEES a exprimé ses vifs remerciements à l'ONG donatrice et à sa présidente. Il a face à la presse rappelé les circonstances dans lesquelles la



collaboration est née entre les deux structures. La Fondation Général Gnassingbé Eyadema pour l'Education et la Santé FOGEEES intervient dans le domaine humanitaire notamment la santé, l'éducation dans les milieux ruraux surtout enclavés. La fondation a à son actif plusieurs missions chirurgicales gratuites. Elle participe également au renforcement de la capacité des enseignants à travers des formations. ■

Fab.

Chronique de l'or bleu

Article 19

Régime de la concession

Sont soumis au régime de la concession : l'aménagement et l'exploitation des sources minérales et thermales ; le prélèvement, l'accumulation et l'utilisation des eaux de surface et souterraines effectués au moyen d'ouvrages, installations et travaux permanents, et destinés à la production et distribution d'eau potable, ou à la production d'énergie électrique, dans le cadre d'un service public ; la réalisation et l'exploitation d'ouvrages, installations et travaux destinés à l'alimentation de réseaux d'irrigation dans le cadre d'un service public ; la signature de la concession est autorisée par décret en conseil des ministres. Les aménagements, ouvrages et travaux soumis au régime de la concession font l'objet d'une étude d'impact environnemental préalable dans les cas prévus par la législation sur l'environnement. Le contenu, la méthodologie et les procédures des études d'impact environnemental sont réglementés par le ministre chargé de l'environnement, en accord avec le ministre chargé de l'eau. ■

Charles K.

Insécurité foncière au Togo Vers l'adoption d'un nouveau code foncier

Selon des sources proches de la justice, 80% des litiges concernent le foncier. Le gouvernement a décidé de prendre le taureau par les cornes. Un atelier sur le foncier se déroule à Sokodé dans la région centrale. Cette consultation devrait permettre l'élaboration d'un avant-projet de code foncier au Togo. C'est une approche participative qui a permis de prendre en compte tous les aspects juridiques, techniques et autres recommandations faites lors des états généraux sur le foncier en janvier 2013.

Contrairement à d'autres pays, au Togo la terre n'appartient pas à l'Etat mais à des collectivités selon un texte datant de 1905. Ce statut assez particulier dont jouit la terre dans notre pays, fait le lit des spéculations foncières à outrance. Acquérir un lopin de terre se révèle un gros risque. On n'est jamais à l'abri d'une double voire une triple vente. D'ailleurs certains trouvent grâce à la corruption



ambiante dans l'appareil judiciaire, des artifices juridiques pour attaquer des titres fonciers établis en bonne et due forme, ce qui constitue le comble de l'insécurité juridique sans oublier les réserves administratives mise en vente par des géomètres véreux. Le sujet est très délicat et il faudra le gérer avec tact car il est à

l'origine de nombreux conflits sociaux occasionnant parfois des affrontements et des pertes en vie humaine. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé dans un discours à la nation le 26 avril 2011 avait déjà touché le cœur de nombreux togolais en évoquant ce sujet. ■

Fab

La brasserie ouvre ses portes aux journalistes

La brasserie BB de Lomé qui met en bouteille et commercialise l'eau vitale ouvre ses portes ce jeudi matin aux journalistes pour une visite de ses installations et usines. Cette visite permettra sans doute aux hommes des médias de se faire une idée des conditions hygiéniques dans lesquelles la brasserie fabrique les boissons mises sur le marché y compris l'eau vitale. Il est apparu ces derniers jours de certains journaux de vives critiques contre l'eau minérale de marque vitale



produite par la brasserie. Des débris de déchets auraient été constatés dans certaines bouteilles d'eau vitale mises sur le marché. Aucune réaction de la part de la brasserie n'avait été enregistrée face à ces accusations extrêmement graves. Cette visite guidée des journalistes suffira-t-elle à taire la polémique autour des produits qualifiés de douteux de la brasserie ? On en saura d'avantage à l'issue de cette visite réservée à des journalistes qui forcément ne disposent pas de compétences pour une appréciation technique des installations et des conditions dans lesquelles ces produits de la BB sont fabriqués.

Il faut dire que depuis quelques jours, une commission technique mise en place par le gouvernement visite des usines où sont fabriquées des eaux en sachet communément appelé « PURE WATER » il est apparu que plusieurs sont fermées pour cause de non-respect des normes requises par le code de l'eau. Beaucoup d'eau en sachet plastique aux origines douteuses sont sur le marché, un véritable danger pour le consommateur. ■

DM

Retour sur les vœux du chef de l'Etat à la nation Faure Gnassingbé appelle les togolais au travail

Le 31 décembre dernier comme il fallait s'y attendre le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a présenté ses vœux au peuple togolais dans un discours dépourvu d'annonces fracassantes. C'est un message beaucoup plus réaliste et franc que le chef de l'Etat a adressé aux millions de togolais à l'orée de l'année 2014. Pour l'essentiel, on retiendra simplement que Faure Gnassingbé est soucieux de la sécurité intérieure et extérieure du pays, les questions économiques avec les signaux encourageant, de la politique avec sa vive préoccupation autour de l'organisation des élections locales assortie de la résolution de l'épineux problème de la décentralisation cela fait

partie des défis à relever.

Le volet social n'a pas été occulté un aspect qui nous intéresse particulièrement. Sur ce plan, le dirigeant togolais a reconnu qu'il y a des besoins urgents et des demandes pressantes au sein des couches vulnérables. La panacée selon le chef de l'Etat se trouve dans le dialogue et la concertation. Le gouvernement pour sa part compte y remédier par de nouvelles mesures qui toucheront directement des populations vulnérables. Mais le chef de l'Etat a tenu à faire une précision de taille « La réalisation d'un mieux-être pour tous est une responsabilité collective. Elle n'incombe pas seulement



Faure Gnassingbé

au gouvernement. Chacun doit être à la tâche, en prenant à cœur d'apporter sa contribution pour consolider

l'expansion économique et ses retombées sociales. Nous ne pourrions partager que ce que nous aurons produit ensemble » Des propos qui invitent le peuple togolais à se mettre au travail car poursuit-il, « la bonne volonté du gouvernement seule ne suffira pas à résoudre tout, tout de suite ». Il revient à chaque togolais d'accomplir de manière irréprochable quotidiennement, la tâche qui est la sienne. La paresse et le laxisme sont des actes inciviques à combattre chaque jour que Dieu fait. C'est un langage de franchise tenu par le chef de l'Etat pour une amélioration de la croissance et le développement. ■

DM.

Après le RPT en 2002, l'histoire se répète pour Agbeyomé Kodjo Le leader de OBUTS bientôt exclu du CST

Nous l'avons écrit dans l'une de nos précédentes parutions que la sérénité brandie au CST à l'issue d'une conférence de presse le 27 novembre dernier, n'était qu'une sérénité de façade. En tout cas, il ne fallait pas compter sur le président national de l'OBUTS pour cacher aussi longtemps le feu qui couvait. On ne cache pas le feu sous le pagne, le morceau de tissu a fini par se consumer mettant à nu des injustices monstres à l'origine des divergences au sein de ce collectif qui voulait sauver le Togo.

Dans son traditionnel vœu de fin d'année auquel il habitue ses militants depuis quelques années, on s'attendait à ce que le leader d'OBUTS comme il le fait souvent, tire à boulets rouges sur le pouvoir en place. L'homme a constaté une légère avancée en matière de liberté, mais curieusement, c'est sur l'opposition et principalement le Collectif Sauvons le Togo que le natif de Tokpli a choisi de tirer ses obus.

Suite à la polémique monstre née après la publication par le CST du fameux rapport d'enquête sur les incendies, une loi du silence avait été décrétée au sein du CST pour faire croire à une sérénité. La sortie médiatique en cette fin d'année du leader de OBUTS a permis à ceux qui en doutaient encore de se rendre compte que l'idéal de justice et d'égalité pour lequel prétendent se battre Ajavon Zeus et ses acolytes, n'est pas une réalité au sein du CST. En tout cas Agbeyomé et son parti OBUTS disent en faire l'amer expérience depuis la fin des législatives. Si les autres membres du CST à l'instar de Me ABI Tchessa, Abass KABOUA et autre ont choisi la boucler, tel n'est pas le cas pour l'ex baron du RPT qui n'a toujours sa langue dans la poche. Au CST on se refuse ouvertement tout commentaire sur les dernières déclarations d'Agbeyomé même si Abass Kaboua a déjà mis les pieds dans les plats samedi dernier à la plage en s'en prenant ouvertement au président d'OBUTS. Aucune position officielle du CST mais dans les faits le divorce semble être consommé entre Agbeyomé et le CST.

Agbeyomé l'ex président de l'Assemblée Nationale et ex Premier Ministre du Togo, est celui qui n'a pas froid aux



Agbeyomé Kodjo

yeux au sein du Collectif Sauvons le Togo. C'est le seul responsable du CST capable de clamer tout haut ce que les autres membres du collectif murmurent tout bas de peur de s'attirer la foudre des journaux proches de l'opposition ou des militants surexcités de l'ANC.

On le savait Agbeyomé Kodjo a toujours été le seul à tenir tête à Jean Pierre FABRE et à se constituer en rempart contre l'hégémonie de l'ANC au sein du Collectif Sauvons le Togo. Cette guerre en sourdine a éclaté au grand jour au lendemain des élections législatives de 2013. Le fils de Tokpli n'avait pas du tout digéré la manière dont le butin de 19 sièges avait été géré sans oublier l'élan de solidarité qui a fait défaut à OBUTS lorsque celui-ci s'est engagé à introduire un recours après le résultat du vote dans le Yoto ou le Coalition Arc en ciel a enlevé les 3 sièges.

Sa dernière déclaration est la goutte d'eau qui va faire déborder le vase Agbeyomé frôle une exclusion du CST. Pour l'homme politique, l'histoire semble simplement se répéter. On se souvient qu'en 2002 le RPT de Gnassingbé s'en était débarrassé. Agbeyomé paye pour son franc parlé et ses ambitions politiques. ■

P. Fabrice

Le Togo va abriter un projet de l'USAID sur la planification familiale



Robert Whitehead ambassadeur des USA au Togo

C'est ce jeudi 9 janvier que sera lancé officiellement à Lomé le projet AgirPF. Il s'agit d'un projet quinquennal régional sur la planification familiale qui sera mis en œuvre dans 5 pays notamment la Mauritanie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo.

Ce projet devra permettre un élargissement de l'accès des familles aux consultations en planification et à toute une gamme de méthodes contraceptives. Il s'agira également de faire la promotion des comportements sains en matière de planification familiale, et accroître la sensibilisation aux avantages de la planification familiale.

La grande cérémonie de lancement de ce projet va donc tenir en haleine le public avec la présence effective du représentant du chef du gouvernement et l'ambassadeur des USA au Togo son excellence Robert Whitehead. ■

La Rédaction

Retour d'Adébayor dans le top 11 de Tottenham Le génie togolais plus que jamais au summum de ses performances

Longtemps victime du système frileux mis en place par le technicien portugais André Villas Boas qui l'a mis au placard depuis le début de la saison, Emmanuel Adébayor oublié presque une demi saison revit sous les ordres de Tim Sherwood, nouveau maître de la destinée des hot Spurs de Tottenham. Son ancien coach qui avait opté pour le 4-2-3-1 comme système de jeu lui a préféré à Soldado, raflé à 30 million au FC Valence lors du dernier mercato. Mais le jeu anglais ne convient pas à ce type de tactique, sauf si on fait 1,90, qu'on est monté comme une armoire en chêne massif, qu'on court comme une gazelle et qu'on a la précision d'un Lee Harvey Oswald. Ce qui n'est pas le cas de l'ancien attaquant de Valence. En associant Adébayor à l'espagnol, c'est un coup de génie que réussit le nouveau coach mais aussi un génie qu'il a ressuscité.

En effet, YemaSheyi n'a jamais été aussi au summum de ses performances. De retour déjà, il a mené les siens vers la victoire à Old Trafford grâce à un doublé célébré par la danse Gwetta qui fait ravage au pays, voler sur Londres, toutes griffes dehors, en a mis un autre en FA Cup contre Southampton. Avec la bave aux lèvres et le tout, sans l'avoir ouvert une seule fois dans la presse, ni pour commenter sa mise à l'écart, ni pour s'étendre sur son retour en grâce, plusieurs sont les raisons qui militent en faveur de la



résurrection du phénix togolais. Pour son nouveau sélectionneur Sherwood qui l'a remis au centre du jeu de la même manière qu'AVB l'avait fait disparaître «il est un joueur de classe mondiale, c'est aussi simple que ça. Il voulait jouer et, en ce moment, c'est un des meilleurs joueurs de la Premier League».

Adébayor quoiqu'on dise est revenu plus fort, sa spécialité même disent d'aucuns ; ni la mort de son frère fin décembre dernier, ni la guéguerre avec son ex-coach n'a eu raison du boxeur et taciturne trésor togolais. Quant à Villas Boas qui n'a pas su tiré profit d'un si grand talent, un proverbe africain ne dit-il pas que : « Qui mange une noix de coco, fait confiance à son anus »? Touché lors de sa dernière sortie face à Arsenal, il a tenu à rassurer sur son état et en marchant sur la Tamise, avec son bâton de pèlerin et la sagesse millénaire de sa terre natale, nul doute que Tottenham a retrouvé son protecteur. ■

Démocrate Koudama

Le ballon d'or africain 2013 dévoilé aujourd'hui Yaya Touré sera-t-il succédé ?

C'est dans la soirée de cette journée que sera connu le nom du ballon d'or africain 2013 dans une cérémonie au Nigéria. Yaya Touré sera-t-il succédé ou non, telle est l'interrogation qui revient sur les lèvres et les plumes de tous les analystes du monde footballistique. Dix au départ, ils sont maintenant trois en course pour ravir le prestigieux sésame. Il s'agit des ivoiriens Yaya Touré, actuel sociétaire de Manchester City en Angleterre déjà double vainqueur du trophée en 2011 et 2012 et Didier Drogba, évoluant au Galatasaray dans le championnat turc et autre John Mikel Obi le nigérian de Chelsea de la première league anglaise.

Si Yaya Touré avec ses performances en club, son charisme et son palmarès de joueur qui a déjà tout gagné est grand favori, il avouer que

Mickel Obi a aussi une carte à jouer. Spectaculaire et plutôt indispensable dans son club, le nigérian a le mérite d'avoir amené son pays en finale de la CAN 2013, ravi au Burkina Faso (1-0) et d'avoir été le grand artisan de leur qualification au mondial du Brésil de cette année. Nul doute qu'on soit étonné qu'il demeure un pion essentiel dans le dispositif de son sélectionneur Stephen Keshie qui a plutôt tendance à faire confiance aux locaux. Un autre outsider dans cette course au ballon d'or c'est le renard des surfaces Didier Drogba qu'on croyait en désuétude depuis qu'il a opté pour le paradis financier en Turquie. Il est pourtant là et ceux qui peuvent être objectifs vous diront qu'«en présence de Drogba dans les parages, il faut faire gaffe» ■

Le Démocrate

Année Universitaire et retard dans les inscriptions à l'UL La DAAS accorde un délai de 10 jours à plus de 20.000 étudiants non inscrits

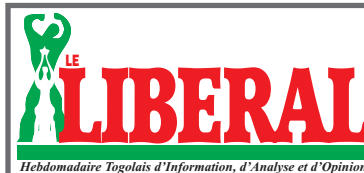
Officiellement clôturées le 31 Décembre dernier, les inscriptions de cette année ont pris une connotation plutôt moderne. L'objectif visé sans doute est d'accélérer le rythme et le processus des inscriptions, permettant aux étudiants de s'inscrire massivement en un laps de temps. Aussi salubre que peut être cette initiative des Universités officielles elle a cependant failli priver d'étude plus d'un millier d'étudiants cette année. En effet cela fait plus d'une semaine que des étudiants sont en attente de s'inscrire. La DAAS (Direction des Affaires Académiques et de la Scolarité) après avoir refusé dans un premier temps de délivrer aux étudiants la fiche d'inscription pouvant leur permettre d'aller payer les frais de scolarité sous prétexte que les inscriptions ont été clôturées depuis le 31 Décembre 2013, est revenue sur sa décision hier en acceptant d'accorder à ceux qui ne se sont pas encore inscrits une porte de sortie de 10 jours qui prendra effet à partir du 14 janvier. Pour la DAAS il faut d'abord servir ceux qui ont payé leur frais de



scolarité avant le 03 Janvier dont le nombre ne cesse d'augmenter chaque jour. Une situation qui laisse dans une impasse grandissante les étudiants dont les inscriptions en ligne n'ont pas été prometteuses car les 10 jours de délai supplémentaires commence à partir du mardi prochain et prend fin le 24 janvier. Pour l'heure, c'est plus de 20.000 étudiants qui font la ronde au début de ce mois de janvier dans divers départements pour leur inscription espérant ainsi pouvoir s'inscrire

avant le 24 janvier. Rappelons que les départements et les facultés continuent de fournir à leurs étudiants des fiches d'unités d'enseignements qui donnent accès à la fiche d'inscription délivrée par la DAAS. De leur côté les étudiants n'entendent pas baisser les bras au risque de voir leur cursus basculer par le revers de la main après des années de dure labeur. Va-t-on vers une nouvelle manifestation estudiantine ? La suite nous le dira. ■

Keyewa.



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

**Directeur de la
Publication**
Fabrice P. Dariworé

**Comité de
Rédaction**
Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Sémy MAREKA
Charles KEYEWA
P. Fabrice

Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIALE
Adresse

Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe
Tirage
2000 exemplaires

Robert Dussey dresse les priorités de la diplomatie Togolaise

Dans une interview accordée au Magazine la Lettre Diplomatique, le chef de la diplomatie togolaise retrace les priorités de la diplomatie togolaise. Votre journal reprend pour vous l'intégralité de cet entretien avec le Magazine la Lettre Diplomatique dans sa livraison 103 du 3e trimestre 2013.

La Lettre Diplomatique : Monsieur le Ministre, en charge du portefeuille des Affaires étrangères et de la Coopération depuis le 23 septembre 2013, vous avez plaidé en faveur « d'une diplomatie offensive et innovante qui permettra de drainer (...) tous les avantages de la coopération internationale ». Comment décrivez-vous vos priorités dans cette perspective ?

M. Robert Dussey : Je dirai que notre engagement en faveur d'une diplomatie offensive et innovante qui permettra de drainer (...) tous les avantages de la coopération internationale s'inscrit dans la nouvelle vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, qui consiste à faire de la diplomatie togolaise un véritable outil de développement. Pour atteindre cet objectif, notre Gouvernement entend imprimer une nouvelle dynamique à la diplomatie togolaise et l'engager, en dehors de sa fonction traditionnelle de représentation, à s'impliquer davantage dans les actions visant le développement du pays, notamment à travers l'attraction des investissements directs étrangers, la recherche de financements innovants et de partenariats porteurs. Dans cette optique, les actions du Gouvernement seront orientées vers l'approfondissement des partenariats traditionnels ainsi que l'ouverture vis-à-vis des pays émergents. Concrètement, notre Gouvernement restera mobilisé en vue :

- de soutenir activement la construction de grands ensembles sous-régionaux ;
- d'ouvrir et renforcer son cercle de coopération à de nouveaux partenaires économiques et commerciaux, notamment les pays émergents à travers un réseau diplomatique plus dense et plus dynamique ;
- de promouvoir le recrutement de cadres togolais dans les institutions régionales et internationales, notamment dans les sphères de décision.

L.L.D. : Lors de votre visite à Paris le 17 octobre 2013, le renforcement de la coopération économique entre le Togo et la France a été au cœur de votre entretien avec votre homologue français, M. Laurent Fabius. Quelles sont les initiatives prévues à cet égard ? Dans quels autres domaines souhaiteriez-vous voir s'intensifier les relations bilatérales ?

R.D. : Je viens à l'instant de parler de l'approfondissement des relations avec nos partenaires traditionnels, et vous n'êtes pas sans savoir que la France est un partenaire historique qui a apporté et continue d'apporter au Togo un concours



Robert Dussey

précieux dans sa marche vers le développement. Il s'agira évidemment de renforcer davantage ce partenariat exemplaire. Parlant d'initiatives dans le cadre du renforcement de la coopération économique entre le Togo et la France, je rappelais, il n'y a pas longtemps, que le Togo aspire à l'émergence d'ici peu. A cet effet, le Gouvernement a, avec l'aide de ses partenaires, élaboré un document qui est une bréviaire de développement intitulé « Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) ». Ce document stratégique décline plusieurs axes d'actions, notamment le développement des infrastructures de transports ; le développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi ; le renforcement de la gouvernance ; la promotion d'un développement participatif, équilibré et durable, etc. Il va donc de soi que la coopération avec nos partenaires, et donc avec la France, doit s'inscrire dans la logique de ce document qui est un recueil des réponses à nos besoins de développement. Concrètement, il s'agira de discuter avec le Gouvernement français et de lui soumettre des projets qui répondent à nos besoins de développement. En dehors de l'économie, notre souhait est de voir nos relations s'intensifier au plan politique. La France faisant partie des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, nous croyons fermement que la qualité de nos relations va transcender le cadre bilatéral pour rejaillir de façon positive sur le cadre multilatéral au sein de cette institution universelle. Les relations culturelles et techniques devront suivre le même rythme, car nous pensons que le poids culturel de la France et son expertise dans plusieurs domaines peuvent être d'un grand atout pour le Togo.

L.L.D. : A l'invitation du Président François Hollande, le Président Faure Gnassingbé participera au sommet pour la paix et la sécurité en Afrique qui se tiendra les 6 et 7 décembre 2013. Quelles sont vos attentes concernant les enjeux de cette rencontre ? A l'aune de l'intervention française au Mali,

quelle analyse faites-vous du rôle de la France en Afrique au plan sécuritaire ?

R.D. : Les crises et les conflits récurrents en Afrique ont mis à mal les efforts de développement entrepris par les pays africains en vue d'assurer le bien-être des populations du continent. Conscients de cette situation qui singularise particulièrement l'Afrique, et en vue de s'approprier la gestion de ces crises, les dirigeants africains ont, entre autres, élaboré une Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (AAPS) et entrepris de rendre opérationnelle la Force Africaine en Attente. Au dernier sommet de l'Union Africaine en mai dernier, il a été décidé la création d'une Capacité Africaine de Réaction Immédiate aux crises (CARIC), en vue de faire face à des situations d'urgence. Ce que les Africains attendent du Sommet de l'Elysée, c'est l'affirmation renouvelée du partenariat qui s'est révélé très efficace entre la France et l'Afrique dans le domaine particulier de la paix et de la sécurité sur le continent. L'Afrique attend également de ce Sommet le renforcement de l'appui de la France et de la communauté internationale aux efforts en cours en faveur de la paix et la sécurité sur le continent. A cet égard, permettez-moi de souligner, pour m'en féliciter, en abordant ainsi le deuxième volet de votre question, le rôle primordial joué par la France en intervenant militairement au Mali pour mettre hors d'état de nuire les groupes criminels qui sévissaient dans la région. Ce faisant, la France a réaffirmé l'attachement qu'elle a toujours porté à notre continent, et la convocation de cette rencontre de haut niveau, la première du genre, est la parfaite illustration de l'intérêt que la France porte au rétablissement de la paix et la sécurité partout dans le monde et particulièrement en Afrique.

L.L.D. : Premier pays à avoir déployé des troupes au Mali, au sein de la MINUSMA, le Togo maintient une forte présence militaire dans ce pays. A la lumière du déclenchement récent de l'opération « Hydre », comment analysez-vous la persistance d'une menace terroriste au nord du pays ? A travers quels

autres mécanismes se manifeste la contribution de votre pays à la stabilisation du Mali et, plus largement, de la région ?

R.D. : Fidèle à sa politique de paix et de sécurité pour tous et attachant un grand prix au principe de l'intégrité territoriale des Etats, le Togo a toujours été disponible à apporter sa contribution pour la

sécurisation et la stabilisation des pays en crise ou en conflit en Afrique et partout ailleurs. Pour le cas du Mali, nous nous félicitons de notre forte présence militaire au sein de la MINUSMA et nous nous réjouissons de l'amélioration considérable de la situation sécuritaire qui a permis à ce pays de retrouver son intégrité territoriale et d'organiser, dans des conditions satisfaisantes, l'élection présidentielle dont les résultats ont été acceptés par tous. Mais les derniers développements dans ce pays nous rappellent la fragilité de la situation sécuritaire qui nous commande de rester toujours vigilants et engagés à apporter notre contribution pour le bon déroulement de l'opération « Hydre » afin que le Mali retrouve définitivement une paix et une stabilité durables. Le Togo estime, à cet effet, qu'en dehors des opérations militaires qui ont permis de maîtriser les groupes terroristes, il conviendrait de faire usage d'une diplomatie qui prône le dialogue et la concertation entre toutes les parties prenantes afin d'aboutir à des solutions consensuelles. Il faudrait également œuvrer pour une mobilisation du groupe des donateurs en vue d'apporter une aide conséquente au Gouvernement malien dans ses efforts de reconstruction du pays.

L.L.D. : Membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le Togo a contribué à l'adoption de la résolution prévoyant la création d'un appui à une force sous-régionale en République Centrafricaine. Comment qualifiez-vous la portée de cette décision ? Comment votre pays et, plus largement, l'ensemble de la sous-région, peuvent-ils intervenir en vue d'enrayer la crise que traverse la Centrafrique ?

R.D. : Le Togo, se fondant sur les principes fondamentaux des Nations unies qui sont, entre autres, la coexistence pacifique, la souveraineté des Etats et le respect de l'intégrité territoriale, proscrit l'usage de la force dans ses relations avec l'extérieur et privilégie le dialogue et la négociation comme moyen de règlement des conflits. A cet égard, notre pays, en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, a pris l'engagement d'œuvrer pour l'efficacité du travail de cet organe et la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales. Pour cette raison, le Togo, durant son mandat, a activement contribué à l'adoption de plusieurs résolutions dont la 2121 visée par votre question et qui concerne la République centrafricaine. Pour nous, l'adoption de cette résolution est une étape importante et déterminante pour le succès

(Suite à la page 7)

VOEUX 2014

“NOUS AVONS LA PLUS FORTE POTENTIALITE DE DEVELOPPEMENT...”



La tradition a été respectée cette année encore dans le cadre des présentations des vœux. Face au personnel, le Directeur Général a annoncé les bases de la dynamique qui caractérisera l'année 2014.

Par téléconférence, les agents de TOGO TELECOM établis sur toute l'étendue du territoire ont participé à la cérémonie de vœux qui s'est déroulée au siège de TOGO TELECOM.

Après la minute de silence en mémoire des employés disparus, la parole a été donnée aux responsables des agences de l'intérieur. Les uns et les autres ont présenté leurs vœux de santé et remercié la Direction Générale pour l'effort entrepris afin de permettre au personnel de travailler dans de bonnes conditions.



Prenant la parole, le Délégué du Personnel a, à son tour, présenté les vœux au nom du personnel et réitéré l'engagement du personnel à redoubler d'effort afin d'améliorer le rendement. Le représentant de la Direction Générale a renchéri en soulignant la non atteinte des objectifs malgré la réalisation de plusieurs projets allant dans ce sens. Il a donc assuré le Directeur Général de la mobilisation du personnel pour l'exécution de la politique insufflée.



Répondant à tous, le Directeur Général a remercié ses interlocuteurs pour la peine et les efforts consentis afin de maintenir TOGO TELECOM sur le bon cap. Ses remerciements sont allés particulièrement aux agents sollicités à des « heures impossibles » afin d'assurer la continuité du service. Selon le Directeur Général, 2014 sera encore une opportunité de grandir. En effet, le nouvel organigramme va permettre à l'Opérateur Historique d'atteindre plus efficacement les objectifs à travers un meilleur rendement de son personnel. Pour cela, plusieurs formations sont prévues afin de renforcer les compétences au niveau de chaque poste sans exception. Ceci ajouté au fait que tout est possible avec la persévérance, TOGO TELECOM devrait faire un grand pas en 2014. “Nous avons, aujourd'hui, la plus forte potentialité de développement en nous basant sur l'élément principal de

croissance : Internet”, a-t-il déclaré. En clair, les moyens sont réunis pour offrir du service de qualité aux clients et la balle est donc dans le camp de chaque employé. La cérémonie a pris fin sur les salutations d'usage.

TOGO TELECOM VOUS DIT MERCI!



2013 nous a rapproché un peu plus de notre projet de toujours : la vulgarisation des TIC. Plus que jamais, cette dernière apparaît comme l'affaire de tous. Nous avons fait un pas de plus dans ce sens grâce à votre confiance.

QUE DE PROMOTIONS POUR UNE SEULE ANNEE

L'année 2013 aura été l'année des promotions et des innovations à TOGO TELECOM. Aux différentes

campagnes d'activation gratuite, se sont succédées les campagnes TOGO TELECOM CHEZ VOUS. Grâce à elles, vous et vos proches disposez désormais de l'outil de communication le plus économique : illico. Au-delà du simple appareil, cet outil symbole la solution finale au problème de cherté des coûts de communication souvent décriés par les clients. Les quelques sceptiques qui doutaient encore des intentions de l'opérateur ont laissé exploser leur joie au lancement du PACK 3XL et son Smartphone révolutionnaire : le Y 210C. Le coût de l'impulsion reste celui de tous les illicos, mais les clients disposent de plusieurs options de navigation Internet et peuvent utiliser leurs cartes SIM illico et GSM au même moment. Mais le jackpot a été la promotion PROMO PREPAID et le WEEK END KDO devenus, depuis, la référence dans les offres illimitées au Togo.

QUE D'INNOVATIONS POUR LES CLIENTS

2013 a connu également plusieurs améliorations destinées à servir, davantage, le client. L'éternel problème de la cherté des ordinateurs a été pris à la gorge grâce aux nouvelles offres LAP TOP HELIM, plus alléchantes. Pour la première fois, le client peut acheter un ordinateur de plus de deux cent mille à seulement 15 995 F CFA. Pendant 2 ans, les clients peuvent également disposer d'un ordinateur et d'une connexion haut débit illimitée en payant de toutes petites mensualités.

L'innovation vient également des nouvelles cartes SIM de TOGO TELECOM. Le temps d'une carte SIM uniquement voix ou uniquement Internet est révolu. Le client de TOGO TELECOM a, désormais, un compte matérialisé par une carte SIM voix et Internet. Ceci avec un rechargement unique de crédit permettant d'effectuer les opérations en appel comme en navigation Internet.

POUR VOUS DIRE MERCI!

Que seraient toutes ces nouveautés sans des clients fidèles qui comprennent et adhèrent à la politique de l'entreprise? TOGO TELECOM l'a compris et saisi cette énième occasion pour adresser un grand MERCI à tous ses clients. Voyez en l'octroi des cartes de fidélités officialisées pendant la Foire Internationale de Lomé, un cadeau précieux pour 2014. TOGO TELECOM profite de l'occasion pour inviter les clients qui n'ont pas encore retiré leur carte de fidélité d'aller en faire la demande dans les Espaces Telecom. Elles symbolisent, désormais, l'union sacrée entre une entreprise qui avance et ses clients qui évoluent.

BONNE ET HEUREUSE ANNEE A TOUS!

Robert Dussey dresse les priorités de la diplomatie Togolaise (Suite de la page 5)

du processus qui doit conduire à la restauration de la paix dans ce pays.

Le Togo a assumé en mai 2013 la présidence tournante du Conseil des Nations unies au sein duquel il a occupé un siège de membre non-permanent de 2011 à 2013. A cette occasion, le Président Faure Essozimna Gnassingbé, ci-dessus aux côtés du Secrétaire général des Nations unies, M. Ban ki-Moon, a présidé une réunion du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme.

Cela démontre également notre ferme volonté et notre entière détermination à trouver des solutions rapides et efficaces à la crise en République centrafricaine en vue d'éviter qu'elle s'amplifie et s'étende à toute la région. Nous continuerons d'apporter notre appui, en collaboration avec les autres pays de la sous-région, aux efforts et aux différentes initiatives de la communauté internationale, notamment des pays de l'Afrique centrale et des autorités centrafricaines en vue de garantir une paix durable dans ce pays.

L.L.D. : A l'occasion de sa présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, où le Togo achève son mandat de membre non-permanent, le Président Faure Gnassingbé a, de nouveau, mis en exergue, en mai 2013, la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée. Comment la concertation internationale a-t-elle progressé face à cet enjeu ? Comment s'organise la coopération à l'échelle régionale dans ce domaine ?

R.D. : La piraterie maritime constitue de nos jours une sérieuse menace à la sécurité régionale et internationale. En effet, la piraterie et les actes illicites de tous genres ont pris, ces dernières années, des proportions alarmantes dans le Golfe de Guinée (GG), en raison du développement du trafic maritime marchand et surtout de la découverte et de l'exploitation du pétrole aux larges des côtes. Pour venir à bout de ce fléau, plusieurs concertations au plan international et régional ont eu lieu. Il convient de rappeler, à ce sujet, que la communauté internationale par le biais du conseil de sécurité des Nations unies a adopté respectivement deux résolutions, notamment les résolutions 2018 et 2039 des 31 octobre 2011 et 29 février 2012 relatives à cette problématique de la piraterie et de l'insécurité maritimes. Au plan régional, une stratégie commune de lutte contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée a été adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Commission du Golfe de Guinée (CGG) lors du sommet de Yaoundé le 25 juin 2013. Il s'agit : - du Code de conduite concernant la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre ; - du Mémoire

d'entente entre la CEEAC, la CEDEAO et la CGG sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée. La question de la piraterie maritime reste évidemment un problème transfrontalier qui nécessite non seulement des mesures nationales mais une synergie d'efforts entre différentes nations de la sous région. C'est dans cette approche que le centre de surveillance de la Base navale de Lomé collabore avec ceux du Benin et du Ghana. Le Togo a également initié des exercices pour tester l'interopérabilité des centres de surveillance du Benin, du Ghana et du Togo sur la piraterie. L'initiative de la création de la Zone maritime « E », qui regroupe le Benin, le Niger, le Nigeria et le Togo, constitue un effort de référence de la sous région.

L.L.D. : Dans le cadre du sommet de Dakar qui s'est déroulé le 24 octobre 2013, le Togo a passé le relais de la présidence tournante de l'UEMOA au Bénin. Quel bilan faites-vous de l'action de votre pays en faveur de l'intégration régionale ? A l'image de la présence à Lomé de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) qui célèbre en 2013 son 40ème anniversaire, comment qualifieriez-vous le rôle de votre pays en tant que plateforme financière régionale ? Au-delà, comment est appelée à se manifester la politique commune de l'UEMOA dans le domaine de la paix et de la sécurité instituée par l'acte additionnel adopté lors du sommet de Dakar ?

R.D. : Le Président de la République, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, a été désigné à la tête de l'Institution sous régionale par ses pairs au Sommet de Bamako en 2011. Il a, dans la lignée de ses prédécesseurs, apporté des innovations au sein de l'Union, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la paix et de la sécurité ainsi que sur le plan économique et financier et, enfin, sur le plan institutionnel. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, il a été mis en place un panel de haut niveau dirigé par le Président de la République du Niger, S.E.M. Issoufou Mahamadou, qui a proposé des pistes de solutions au défi de production agricole dans la sous région. S'agissant de la paix et de la sécurité, ce volet a été piloté par le Président de la République du Sénégal qui a fait un excellent travail qui a débouché sur l'élaboration d'un document d'orientation et un projet d'acte additionnel instituant une politique commune de l'UEMOA dans le domaine de la paix et de la sécurité. Parlant de l'aspect financier et économique, le Président de la République de Côte d'Ivoire, S.E.M. Alassane Ouattara, a dirigé un panel de haut niveau chargé de réfléchir, d'une part, sur la recherche d'énergie renouvelable pour permettre aux populations d'avoir accès à une énergie en quantité et en qualité et à coût réduit, et d'autre part sur l'accélération des mécanismes de mise en œuvre des réformes notamment des directives sur les finances publiques et

l'aviation civile. Par ailleurs, il a été aussi mis en place un panel de haut niveau sur la vision 2020, qui doit réfléchir sur l'avenir de l'UEMOA au-delà de cette date. Enfin, au plan institutionnel, un code de déontologie et d'éthique a été élaboré à l'endroit des dirigeants des organes de l'Institution et l'entrée en vigueur du principe de la rotation des Etats membres à la tête de l'Institution permettant aux ressortissants des Etats membres de postuler librement à des postes vacants. Le Togo se réjouit de la présence sur son territoire de la BOAD et des retombées économiques engendrées par cette Institution sous régionale et lors de sa visite officielle en France, le Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de la République togolaise, M. Robert Dussey, a été reçu par son homologue français, M. Laurent Fabius, le 17 octobre 2013.

Des immenses progrès enregistrés au fil du temps pour tous les Etats membres. En sa qualité d'Etat de siège, le Togo accueille favorablement toutes les belles initiatives entreprises par la BOAD, notamment le projet de construction d'une cité à Baguida qui va certainement embellir le paysage de Lomé et apporter un confort certain aux agents de l'Institution. Cette présence donne une grande visibilité à notre pays dans la sous région, en Afrique et ailleurs. Le Protocole institue une politique commune de l'UEMOA dans le domaine de la paix et de la sécurité ; il vient renforcer les mécanismes existants en la matière et consolider la solidarité entre les peuples de la communauté.

L.L.D. : L'Union Africaine célèbre en 2013 le 50ème anniversaire de sa création. Que symbolise pour vous ce cinquantenaire ? Quelles doivent être, selon vous, les prochaines étapes de la construction africaine ?

R.D. : La création de l'Organisation de l'Unité Africaine, le 25 mai 1963, que nous commémorons avec enthousiasme, a été le fruit des sacrifices consentis de haute lutte par d'éminentes personnalités africaines et d'ascendance africaines, avec courage et dévouement pour canaliser les différents mouvements de lutte, dont l'objectif ultime était de libérer l'Afrique de toutes les formes de domination et de discrimination. La célébration des cinquante ans de l'OUA/UA offre une occasion unique d'exalter le panafricanisme et la renaissance africaine qui nous donne une vision d'une Afrique unie et prospère.

Elle symbolise la longue marche de l'Afrique vers l'intégration et le développement et nous interpelle sur nos actions et nous invite à une brève analyse rétrospective de nos réalisations, des défis encore nombreux à relever afin d'envisager ensemble avec clairvoyance et détermination les enjeux des cinquante prochaines années, dans un monde qui ne laisse plus la place à l'hésitation et à

l'atavisme. Des avancées fort remarquables ont été enregistrées mais nous devons garder à l'esprit et ne pas perdre de vue que le chemin à parcourir reste encore long et les embûches à surmonter considérables. En effet, le continent africain, à bien des égards, n'arrive pas à concilier la recherche de la paix et les efforts de développement. Maintes régions restent encore ravagées par des conflits violents auxquels s'ajoutent, dans bien des cas, des politiques de développement pour la plupart issues de la période coloniale et inadaptées au contexte social et culturel africain. Cette triste réalité de notre continent doit nous amener à réfléchir et à privilégier une démarche consensuelle et coordonnée, à mutualiser la souveraineté de nos Etats, à mettre en œuvre les instruments de gestion et de prévention des conflits pour une véritable intégration économique de nos pays et la promotion d'une vie meilleure pour nos citoyens. Rien ne sera donc facile pour notre continent au cours des cinquante prochaines années. L'Afrique ne manque pas d'atouts (ressources naturelles et humaines). Ces atouts sont des facteurs essentiels dont il conviendra pour l'Afrique de traduire en un développement harmonieux et assumer sa part de responsabilité dans le processus de création de richesses dans le monde. L'Afrique doit saisir les possibilités offertes et tirer partie des conditions nouvelles qui se présentent. Elle doit également mettre en place des politiques qui lui permettent de maximiser son avantage comparatif et opérer les changements structurels nécessaires qui s'imposent. A cet effet, l'Afrique dispose déjà des instruments pertinents tels que le Plan d'Action de Lagos, le Traité d'Abuja, le NEPAD qu'il s'agira de fédérer pour enrichir le Programme d'action 2063 qui sera à l'échelle continentale un mécanisme capital pour les générations d'Africains du futur. L'Afrique offre désormais plusieurs motifs d'optimisme. La croissance économique est de retour pour notre continent au moment où la récession et la stagnation menacent dangereusement des pays jadis considérés comme à l'abri de tout danger. Mais, cette embellie, pour se pérenniser et offrir de réelles perspectives de développement et de bien-être pour nos populations, des efforts supplémentaires s'imposent à nous, notamment la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, une gouvernance politique et économique efficace, la promotion de la femme, l'autonomisation des jeunes, la lutte contre la corruption, l'aménagement d'un cadre favorable pour le développement avec un secteur privé dynamique et une société civile participative.■

Source: La Lettre Diplomatique

Votre promotion **utb e.box** jusqu'au **16 Février**

Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.

Accès par téléphone

Accès par internet

Pour 2014, recevez les meilleurs et les plus sincères vœux de votre Banque.

À vous et à vos proches, nous faisons le souhait d'une année de Réussite, de Bonne Santé et d'Épanouissement.



3/4
C
M

Cette année 2014, NOS 50 ANS.

Une année importante pour nous et durant laquelle nous serons encore plus à l'écoute, dans le partage et dans l'échange.

Votre Banque vous remercie de votre fidélité et pour les années à venir, nous envisageons le meilleur... Avec Vous...

EXCELLENTE ANNÉE À VOUS TOUS.

 **Union togolaise de banque**
Votre satisfaction fait notre réputation

Bvd. du 13 Janvier Nyékonakpoè Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 Fax: 22 21 22 06 utb.tg utbsdg@utb.tg